



Le député **Fabrice Verdier**, **Les Amis de la Terre France**
et le **Réseau Action Climat-France** ont le plaisir de vous inviter à un **séminaire** :

Sortir des énergies fossiles: quels rôles et ambitions pour la France en vue de la COP en 2015 ?

*Les enjeux des gaz de schiste, du charbon, et des
sables bitumineux*

Le mercredi 2 octobre 2013 de 14h30 à 18h00 à l'Assemblée Nationale



Bassin minier de Kolubara, Serbie. Crédit photo : CEE Bankwatch Network

La publication imminente du nouveau rapport GIEC s'apprête à confirmer une fois de plus la responsabilité anthropique dans les émissions de gaz à effet de serre ayant des conséquences dramatiques sur le climat, l'environnement et les populations. La synthèse du débat national sur la transition énergétique (DNTE) propose un certain nombre de mesures pour parvenir à améliorer la consommation et la production énergétiques en vue de lutter contre le réchauffement climatique. Ces mesures visent à assurer la transition énergétique française et européenne, pour laquelle la France veut se positionner en leader. Le gouvernement doit à présent formuler des recommandations sur les enjeux énergétiques dans un projet de loi qui sera ensuite discuté au Parlement. C'est pourquoi, l'arrêt de l'exploitation des énergies fossiles conventionnelles (charbon, gaz, pétrole) et non conventionnelles (gaz et huiles de schiste, gaz de houille, sables bitumineux), principales contributrices à ces émissions, suscite un débat qui doit davantage être pris en considération.

Comment conjuguer, selon les termes de la synthèse du DNTE, « réduction massive des émissions de GES » et « sécurité d'approvisionnement et compétitivité » ? Comment concilier ces recommandations avec les engagements pris sur la scène internationale concernant le respect des droits humains et le changement de modèles de consommation et de production d'énergie ? Comment assurer dans la durée une politique de transition énergétique pérenne du point de vue social, environnemental et économique, malgré le poids des lobbys du secteur privé ?

A l'approche de la publication de la loi d'orientation sur la transition énergétique, et de la tenue de la 21^e conférence des parties à la CCNUCC de 2015 à Paris, la France se doit de proposer des politiques ambitieuses en matière d'investissements énergétiques et de climat, dans le respect des populations, et à la hauteur des enjeux français, européens et internationaux.

Programme détaillé ci-après

Informations pratiques :

Entrée libre et gratuite, sous réserve d'inscription sur la page :

www.amisdela terre.org/seminairefossiles

Adresse : Assemblée nationale - 126, rue de l'Université – 75007 Paris, salle Colbert

Métro: Invalides ou Assemblée Nationale

Accueil à 14h00, merci de bien vouloir vous munir d'une pièce d'identité.

Programme

Ouverture du séminaire : Fabrice Verdier, membre de la commission des affaires économiques et président du groupe d'études sur les gaz de schiste de l'Assemblée Nationale

Introduction : L'urgence climatique et notre dépendance aux énergies fossiles (Benjamin Dessus, Global Chance)

Table-ronde 1: Impasses économiques et impacts sociaux et environnementaux des énergies fossiles - animation Meike Fink (Réseau Action Climat-France)

- Hydrocarbures non conventionnels, toujours plus loin, toujours plus sale ? L'exemple des sables bitumineux au Canada - Total (George Poitras, Former Chief Mikisew Cree First Nation, représentant des communautés affectées)
- La sécurité énergétique, à quel prix ? L'exemple du charbon en Europe Centrale et en Europe de l'Est (Kuba Gogolewski, CEE Bankwatch)
- Un nouvel eldorado fictif : les mythes économiques des gaz de schiste (Thomas Porcher, docteur en économie à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, spécialiste du pétrole)

Table-ronde 2 : Obstacles et opportunités pour une politique énergétique française et européenne à même de remplir les impératifs climatiques - animation Juliette Renaud (Les Amis de la Terre France)

- Les lobbies, frein à la mise en œuvre de politiques publiques : l'exemple de la Directive européenne sur la Qualité des carburants (FQD) (Nuša Urbančič, Transport & Environnement)
- Entre les engagements de la France en matière d'environnement et de climat et son rôle d'actionnaire au sein d'institutions financières internationales (BEI, BERD) : quelle cohérence des politiques publiques ? (Xavier Sol, Counter Balance)

Clôture du séminaire : quelles politiques pour une vraie transition énergétique ? - Denis Baupin, membre de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire, et vice-président du groupe d'études sur les énergies de l'Assemblée Nationale